

Semaine du 17 au 23 septembre 2007 n° **184**

Sommaire

- **IBM** : manif virtuelle pour revendications réelles
- **Thalès** : inquiétudes pour l'emploi à Laval
- **Salaires des cadres** : toujours plus individualisés
- **Lille** : manifestation contre les suppressions de poste à l'école
- **Franchises médicales** : la Cgt se joint à la mobilisation le 13 octobre
- **Génération Précaire** : publie le « *Parcours du combattant stagiaire* »
- **Commerce** : suicide d'un chef de magasin Ed (Carrefour)
- **Médecins** : 51% insatisfaits de leurs conditions physiques de travail
- **Journalistes** : les syndicats dénoncent le mépris de la ministre
- **Stock-Options** : ils plombent les recettes de la Sécu
- **Eurofarad** : l'exemplarité du pire
- **Jeunes adultes** : l'indépendance se paye au prix fort, surtout pour les chômeurs
- **Aide sociale** : les personnes âgées premières bénéficiaires
- **Grande-Bretagne** : les syndicats veulent un référendum sur le traité européen

Édito

« Tous ensemble » ou chacun son tour

Sans surprise, l'hyper-président devrait annoncer lui-même devant les journalistes d'information sociale mardi de quelle manière il entend régler la question des régimes spéciaux. La boulette de François Fillon qui annonçait voici quelques jours que tout était prêt pour aligner les régimes spéciaux sur ceux des fonctionnaires (réformés en 2003) a permis à Nicolas Sarkozy de mesurer l'état d'esprit des forces syndicales. La tentative de procéder par décret en faisant fi de négociations est grande. Elle est aussi très risquée, car si tous les syndicats ne sont pas totalement en phase sur leurs propositions de réformes de ces régimes comme de l'ensemble du système de retraite, ils sont en revanche bien décidés à ce que rien ne se fasse sans négociations. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement allume le premier feu d'un long chantier sur les retraites en commençant par les régimes spéciaux. D'abord l'opinion publique a été préparée à cette annonce par des années de campagne sur le thème des « *privilèges* ». Mais un examen sérieux des particularités essentielles de ces régimes montre qu'ils ont permis de prendre en compte certaines pénibilités et fortes contraintes de la carrière professionnelle au prix, dans la plupart des cas, d'un niveau de cotisation supérieur. A ce sujet il est intéressant de noter que contrairement au régime général, les entreprises ont été largement mises à contribution pour le financement de ces régimes où la part patronale est largement plus forte que celle payée par les entreprises privées. Ensuite l'opinion a été nourrie et gavée aux prévisions apocalyptiques concernant le financement du système de retraite afin d'instiller un doute insupportable sur sa pérennité. C'est au nom de l'équilibre des régimes que des sacrifices ont



été obtenus en 1993 par Simone Veil et Edouard Balladur puis en 2003 par François Fillon. Sans que d'ailleurs l'équilibre à long terme du système n'en soit garanti. L'idée d'un juste sacrifice à exiger des cheminots, des électriciens et gaziers est donc banalisée. Mais qui pourrait croire un seul instant qu'allonger la durée d'assurance et reculer l'âge de la retraite de ces salariés permettra d'assurer les pensions de millions de salariés ? Cette offensive sur fond de démagogie populiste a un avantage. Elle tend à isoler et discréditer la riposte syndicale et elle permet de saucissonner la question des retraites. Clairement, le passage en force permettrait au gouvernement et au Medef de ne pas se retrouver avec le risque de voir converger les salariés du privé avec ceux du public à l'occasion des trois grands rendez-vous de fin 2007 et de 2008 sur le dossier des retraites. L'enjeu pour toute la Cgt c'est de bien poser toutes les questions des retraites sans en isoler aucune. Le Medef et les libéraux n'ont pas oublié les leçons de 1995. La France avait résonné du « *tous ensemble* ». Cette fois, patronat et gouvernement tentent d'imposer le « *chacun son tour* ».

IBM

Manif virtuelle pour revendications réelles

La fédération syndicale Uni (secteur des services) va organiser « la première manifestation syndicale » dans l'univers virtuel de Second Life, contre la politique d'austérité salariale du groupe informatique IBM en Italie. « IBM a récemment annulé la participation des salariés aux résultats de l'entreprise en Italie, ce qui représente une perte de 1 000 euros par an par salarié », a dénoncé Christine Revkin, du syndicat international de services Uni. « Nous avons décidé d'organiser la première manifestation syndicale sur Second Life, ce qui nous permet de mobiliser, au-delà des salariés IBM Italie, les salariés IBM du monde entier, les affiliés d'Uni à travers le monde, ainsi que les communautés de gauche présentes dans Second Life », a-t-elle expliqué. La fédération syndicale propose de venir télécharger Second Life et d'apprendre à manoeuvrer son avatar depuis son [site internet](#).



Thalès

Inquiétudes pour l'emploi à Laval

Plus d'une centaine de salariés du site de Laval (Mayenne) de Thales-Communications sont venus manifester jeudi 13 septembre devant le siège de la



société à Colombes (Hauts-de-Seine), où se tenait un comité central d'établissement, pour exprimer leur inquiétude sur l'avenir de leur entreprise.

Salaires des cadres

Toujours plus individualisés

La question salariale est bien au centre des préoccupations des cadres. Ainsi, l'enquête annuelle de la Cfe-Cgc, ainsi que celle de la Cfdt-Cadres publiées la semaine passée viennent alimenter le débat. Le salaire des cadres a légèrement augmenté en 2006, mais cette hausse, de plus en plus liée aux augmentations individuelles, ne bénéficie pas à tous. En 2006, 63 % des cadres ont connu une augmentation de leur rémunération brute annuelle, soit le meilleur niveau depuis 2003, souligne la Cfe-Cgc. La Cfdt-Cadres fait état d'une augmentation de salaire des cadres de 2,1 % en moyenne en 2006. Mais ces chiffres cachent une certaine disparité : près de 4 cadres sur 10 ont vu leur rémunération stagner ou diminuer, et 29 % ont même perdu plus de 5 % de leur salaires, selon la Cfe-Cgc. De plus, un tiers des augmentations est inférieur à 2 %. Pour la Cfdt, un tiers des cadres a perdu du pouvoir d'achat en 2006, et 11,4 % n'a touché aucune augmentation. Pour les syndicats, cette disparité est à mettre sur le compte d'une plus grande individualisation des salaires. « De nouveaux secteurs, entreprises publiques et administrations notamment, adoptent ce mode de rémunération ou rendent leur application plus effective et plus concrète », souligne la Cfdt. Ces deux études renforcent la conviction de l'Ugict-Cgt de porter plus forts les revendications sur la rémunération des qualifications, la transparence des mécanismes de revalorisation. On voit que les mécanismes d'individualisation servent surtout de paravent à une trop faible revalorisation générale.



Lille

Manifestation contre les suppressions de poste à l'école

Réunis à l'appel de l'intersyndicale Unsa-Fsu-Cgt-Cfdt-Sud plusieurs centaines d'enseignants et personnels administratifs ont manifesté à Lille le 12 septembre devant le rectorat avant de défiler vers la préfecture. Ils protestent contre la suppression de 1 100 postes, dont 1 000 d'enseignants dans la



région Nord-Pas-de-Calais lors de la rentrée 2007. Les enseignants représentent la majorité des postes supprimés mais les syndicats insistent sur les autres postes, d'administratifs, d'assistants sociaux, de médecins, qui contribuent à faire tourner l'Education nationale.

Franchises Médicales

La Cgt se joint à la mobilisation le 13 octobre

Dans un entretien à l'Humanité, le secrétaire général de la Cgt, Bernard Thibault a indiqué que la Cgt se joindrait à la manifestation nationale du 13 octobre à Paris sur les conditions de travail et contre les franchises médicales aux côtés des associations Fnath (accidentés de la vie) et Andeva (victimes de l'amiante). Ces associations revendiquent « une indemnisation intégrale des victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles et une politique de prévention à la hauteur des enjeux de santé publique ». La Fnath a demandé, mercredi, au gouvernement de « taxer » les stock-options, qui ont entraîné pour la Sécurité sociale une perte de recettes de 3 milliards d'euros en 2005, et de « renoncer » à son projet d'instaurer des franchises médicales.



Génération Précaire

Publie le « **Parcours du combattant stagiaire** »

Le collectif Génération précaire a publié le 12 septembre un guide intitulé « *Parcours de combattant stagiaire* », destiné surtout aux étudiants de premier cycle afin de leur exposer « *un panorama des usages, des possibilités et des abus en matière de stage* ». [...] Il s'agit avant tout de faire sauter les tabous sur les dérives des stages aujourd'hui et de secouer tout le système pour une prise de conscience rapide ».

Publié aux Éditions Mille et Une nuit, il est vendu 3,5 euros.



Commerce

Suicide d'un chef de magasin Ed (Carrefour)

Les syndicats Cgt et Cfdt de cette enseigne de hard discount ont dénoncé jeudi dernier les conditions de travail lamentables après le suicide sur son lieu de travail d'un chef de magasin à Persan dans le Val-d'Oise. « *Eu égard aux conditions de travail lamentables et aux relations sociales désastreuses dans la société Ed, nous redoutons que ce drame personnel ait un lien direct avec le travail* », a pour sa part



affirmé la Cfdt commerce dans un communiqué. De son côté, la Cgt a dénoncé auprès de l'Afp « *des conditions de travail très difficiles et un management à la hussarde sur certains magasins notamment, ce qui explique le turnover très important dans ce secteur et peut conduire à de tels drames* ». La Cgt a indiqué que la victime « *était sous le coup d'une sanction, vraisemblablement une procédure de licenciement* ».

Médecins

51 % insatisfaits de leurs conditions physiques de travail

Signe d'un profond mal être et d'une certaine souffrance au travail, les résultats préliminaires d'une enquête sur la santé des médecins au travail révèlent que 5 % des médecins et pharmaciens praticiens hospitaliers se déclarent « *insatisfaits* » de leurs conditions physiques de travail. 65,2 % se déclarent également insatisfaits du « *soutien psychologique* » qu'ils ont au travail. De plus, 46,5 % des personnes interrogées font état de leur insatisfaction concernant « *la façon dont (leurs) compétences sont utilisées* », et 45,5 % sont insatisfaits quant à leurs « *possibilités de donner aux patients les soins dont ils ont besoin* », souligne l'enquête, lancée le 28 mars à l'initiative de plusieurs syndicats de médecins hospitaliers. Une majorité de médecins (58,6 %) déclarent également être « *souvent* » ou « *toujours* » « *préoccupés par la crainte de faire des erreurs* », et 24,1 % estiment n'avoir « *presque jamais* » ou « *rarement* », le temps « *pour parler aux patients* ». En outre, 28,8 % déclarent avoir été l'« *objet de violence des patients ou de leur famille au moins une fois par mois* » durant la dernière année.



Journalistes

Les syndicats dénoncent le mépris de la ministre

Les syndicats de journalistes Snj-Cgt, Snjj, Cfdt, Cfr-Cgc et Cftc ont dénoncé, jeudi dans un communiqué, le « *silence méprisant* » de la ministre de la culture Christine Albanel qui ne les a pas reçus malgré leurs demandes et « *n'a d'yeux que pour les patrons* ». Les syndicats rap-



pellent avoir envoyé dès le 5 juin un courrier à Mme Albanel, dans lequel ils demandaient à être reçus pour s'entretenir de sujets qui inquiètent la profession, notamment la « *nécessité d'assurer l'indépendance des rédactions vis-à-vis des pouvoirs politiques et financiers* ».

Stock-Options

Ils plombent les recettes de la Sécu

Les 8,5 milliards d'euros de stock-options distribués en 2005, constituent bien aux yeux du premier président de la Cour des Comptes, Philippe Séguin, « *un revenu lié au travail, donc normalement taxable* ». Selon la Cour des Comptes, ces stock-options ont entraîné une « *perte de recette aux alentours de 3 milliards d'euros* » pour la Sécurité sociale. A l'occasion d'un colloque sur la participation, la ministre de l'Économie a indiqué qu'elle « *souhaite que les dirigeants ne puissent pas recevoir de stocks-options tant que les salariés de leur entreprise n'auront pas eux-mêmes la possibilité d'être associés aux performances de l'entreprise via un mécanisme de participation ou d'intéressement* ».



Eurofarad

L'exemplarité du pire

Le collectif LBO qui rassemble des syndicalistes afin de sensibiliser les salariés aux risques des rachats d'entreprise par la technique dite de Leverage Buy Out (achat d'entreprise à crédit gagé sur son propre endettement) vient de dénoncer un exemple au travers de la situation de l'entreprise Eurofarad. Cette Pme de 600 personnes, spécialisée dans la fabrication de composants électroniques pour l'aéronautique, l'aérospatiale et le militaire (www.eurofarad.com) est « l'illustration éclatante du pire que peuvent engendrer les opérations spéculatives de LBO. Malgré de multiples rappels à l'ordre, l'entreprise bafoue allègrement les dispositions de la convention collective de branche en matière de rémunération et de reconnaissance des qualifications. Elle n'hésite pas à mettre en danger la vie et la santé des travailleurs en les exposant, depuis des années et en infraction avec la réglementation en vigueur, à des produits toxiques et cancérigènes tels que l'acétone, l'éthylglycol, le trichloréthylène, le chlorure de méthylène, sans leur fournir les protections suffisantes. Elle contribue à la dégradation environnementale sans prendre ni assumer ses responsabilités, comme lors de la pollution au fuel de la nappe phréatique de Marmoutiers en décembre 2006, se contentant d'inscrire une provision de 2,2 millions d'Euros dans ses comptes. Elle pratique la discrimination syndicale institutionnalisée envers tous les élus, délégués ou représentants syndicaux de la Cgt récemment implantée dans l'entreprise (PV de l'Inspection du travail de Paris en juillet 2006), et entrave de manière systématique le fonctionnement normal des institutions représentatives du personnel ». Pour le Collectif LBO « seule l'opération de LBO justifie de telles aberrations sociales, humaines et environnementales ».



Jeunes adultes

L'indépendance se paye au prix fort, surtout pour les chômeurs

Selon l'Insee, en 2005, environ cinq millions de jeunes (56 %) âgés de 18 à 29 ans vivaient hors du domicile parental, les filles le quittant en général plus tôt que les garçons. Ainsi, plus de 20 % des garçons ayant un emploi et pas d'enfants vivent toujours chez leurs parents, contre 9 % des filles dans la même situation. 17 % d'entre eux sont « pauvres » en terme de conditions de vie, contre 13 % de la population. Cette étude de l'Insee révèle en outre que 17 % de ces jeunes adultes sont considérés comme pauvres alors que ce taux est seulement de 13 % pour le reste de



la population française. Le niveau de vie monétaire de ces jeunes adultes est également en moyenne plus bas que celui de la population dans son ensemble : 31 % sont parmi le quart de la population le plus modeste, et à l'inverse, 18 % dans le quart le plus élevé. Les chômeurs et les inactifs (hors étudiants) ont les conditions de vie les plus difficiles. Alors que 17 % de l'ensemble des jeunes « décohabitants » sont « pauvres » en terme de conditions de vie, le taux monte à 38 % parmi chômeurs et inactifs. Il n'est « que » de 10 % parmi ceux qui ont un emploi permanent.

Aide sociale

Les personnes âgées premières bénéficiaires

Avec la montée en charge du vieillissement démographique et de la dépendance et les transferts aux collectivités locales de l'aide sociale on assiste à un phénomène de basculement dans l'attribution de l'aide sociale départementale. « En constante progression, les bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées deviennent les plus nombreux » devant les allocataires du Revenu minimum d'insertion et sont désormais 1,152 million, selon l'étude publiée par la Drees (ministères de l'Emploi et de la Santé).



Grande-Bretagne

Les syndicats veulent un référendum sur le traité européen

Le TUC (Trade Union Congress), la confédération syndicale britannique qui tenait sa conférence annuelle à Brighton le 12 septembre a appelé le gouvernement à tenir son engagement d'organiser un référendum sur le traité européen alors que le Premier ministre, Gordon Brown, s'est prononcé



pour l'instant en faveur d'une ratification parlementaire. Les dirigeants de plusieurs syndicats ont indiqué que, sans être « anti-Européens », ils estimaient que l'Europe devrait avoir des politiques davantage tournées vers les droits des travailleurs et les services publics.